

Coronavirus : stop aux politiques autoritaires, vite une réponse sociale et démocratique !

L'épidémie de coronavirus se poursuit mais la réponse du gouvernement reste la même : peu de moyens pour la santé, l'arrêt des loisirs, les sanctions... Pourtant, le nombre de décès causés par le Covid-19 est remonté, évoluant maintenant en moyenne entre 250 et 410 décès par jour (530 au maximum en avril dernier), soit environ 34 000 mortEs depuis début 2020. En ce qui concerne ces décès, 92 % ont plus de 65 ans, 99 % plus de 45 ans, et 65 % d'entre eux sont associés à une comorbidité.

La remontée de l'épidémie est d'autant plus importante que, dans le même temps, le traitement de la maladie à l'hôpital est beaucoup plus efficace. D'après le gouvernement, on aurait actuellement environ 25 000 hospitalisations, contre 32 000 fin avril et fin novembre, et 5 000 cet été.

La réponse du gouvernement : « travail, famille... »

Face à ces chiffres, le gouvernement n'annonce comme réponse que le vaccin et le couvre-feu, avancé à 18h dans plusieurs départements. Le vaccin est une réponse adéquate pour des centaines de milliers de personnes âgées ou vulnérables. Le couvre-feu est en revanche une privation de libertés incroyable : on a le droit de travailler, de consommer... mais il est interdit de voir ses amiEs, de se cultiver. Les libertés culturelles et politiques sont de fait en grande partie suspendues, et les conquêtes du mouvement ouvrier concernant le droit à 8 heures de loisir par jour (avec 8 heures de travail, 8 heures de repos) sont balayées.

Pourtant, les chiffres montrent clairement ce qui est criminel : faire travailler les plus de 45 ans et les personnes vulnérables. À l'opposé, nous revendiquons la réduction massive du temps de travail pour tout le monde, ainsi qu'un congé payé supplémentaire pour les plus de 45 ans et les personnes à risques. Cela permettrait de protéger massivement et de limiter la circulation du virus, tout en embauchant des millions de personnes.

La suspension du couvre-feu le soir de Noël mais pas ce 31 décembre illustre une autre facette de ce gouvernement : on a le droit de voir sa famille le soir de Noël, mais pas ses amiEs le 31 décembre ! Voilà la « laïcité » selon Macron : la fête chrétienne est autorisée, mais pas les fêtes laïques ou celles des autres religions !

Des moyens pour la santé et pour l'emploi

Le pouvoir ne prend toujours aucune mesure durable pour la santé. Dans la recherche, les investissements sont payés par nos impôts... mais les profits sont privatisés par les laboratoires pharmaceutiques. Et il n'y a toujours pas d'embauches et d'augmentations de salaires dans les hôpitaux ou les Ehpad, où les salariéEs triment depuis des années.

Les plans de suppression d'emplois se poursuivent. Avec les salariéEs des entreprises menacées de licenciements, manifestons à Paris le samedi 23 janvier pour l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, et soyons en grève le 5 février pour défendre l'emploi. À ces mobilisations, associons la nécessité de recrutements massifs dans les services publics et le partage du temps de travail.

Entre épidémie, chômage et violences policières et racistes, la seule solution pour ne plus subir la politique de ce gouvernement est de lutter. Que 2021 voit un changement du rapport de forces, par une révolte du monde du travail et des classes populaires !

Le NPA65, Tarbes, jeudi 31 décembre 2020